

ARRÊTÉ n° 2026-DCAT-BEPE-166
du 23 AVR. 2026

**imposant des prescriptions complémentaires à la société CEDILOR pour les installations
qu'elle exploite à Amnéville (Malancourt-la-Montagne, 57 360) pour le traitement des PFAS
dans les effluents aqueux**

Le préfet de la Moselle
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre national du mérite

- Vu** le code de l'environnement ;
- Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu** le décret du 28 avril 2025 portant nomination de M. Pascal Bolot, préfet de la Moselle ;
- Vu** le décret du 7 octobre 2025 portant nomination de M. Jérôme Seguy, secrétaire général de la préfecture de Moselle, sous-préfet de Metz ;
- Vu** l'arrêté DCL n°2025-A-101 du 27 octobre 2025 portant délégation de signature de M. Jérôme Seguy, secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;
- Vu** l'arrêté DCL n°2025-A-102 du 27 octobre 2025 portant organisation des suppléances des sous-préfets de la Moselle ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et notamment son article 2 ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°2019-DCAT-BEPE-222 du 19 septembre 2019 portant autorisation d'exploiter au titre des installations classées la société CEDILOR sur la commune d'Amnéville (Malancourt-la-Montagne) ;
- Vu** le plan d'action interministériel publié par le Gouvernement le 4 avril 2024 pour limiter les risques associés aux substances per- et polyfluoroalkylées (PFAS) ;

- Vu** l'avis sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** le courrier de demande de compléments du 4 novembre 2024 de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Grand Est chargée de l'inspection des installations classées sur l'efficacité et la maintenance du dispositif mis en place par l'exploitant ;
- Vu** le courrier de réponse du 22 décembre 2024 de la société CEDILOR ;
- Vu** le rapport de la DREAL du 20 mars 2026 faisant suite à la visite d'inspection du 5 mars 2026 ;
- Vu** le projet d'arrêté préfectoral porté le 30 mars 2026 à la connaissance de l'exploitant ;
- Vu** les observations de l'exploitant sur le projet d'arrêté susvisé, transmises par courriel le 16 avril 2026 ;

Considérant que certaines substances per – et polyfluoroalkylées sont susceptibles de porter atteinte à l'environnement et à la santé humaine, intérêts protégés de l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Considérant que le plan d'action interministériel publié par le Gouvernement le 4 avril 2024 vise à limiter les risques associés aux substances per – et polyfluoroalkylées (PFAS) ;

Considérant que le plan d'action interministériel précité prévoit notamment des axes relatifs à l'acquisition des connaissances sur les méthodes de mesures, la dissémination et les expositions, l'amélioration et le renforcement de la surveillance des émissions des PFAS ;

Considérant que ce plan prévoit des actions visant à réglementer et réduire les rejets de PFAS dans l'environnement ;

Considérant que les analyses de substances per – et polyfluoroalkylées, réalisées sous accréditation COFRAC en mars, mai et juin 2024, révèlent la présence de Fluor organique absorbable (AOF) en quantité significative dans les rejets aqueux de la société CEDILOR ;

Considérant que les analyses de substances per- et polyfluoroalkylées, réalisées sous accréditation COFRAC en mars, mai et juin 2024, révèlent la présence de composés per- et polyfluoroalkylées (PFAS) en quantité significative dans les rejets aqueux de la société CEDILOR ;

Considérant que par lettre du 22 décembre 2024 susvisée, la société CEDILOR a communiqué sur la mise en place d'une unité de captation des éventuelles substances PFAS susceptibles d'être présentes dans ses rejets aqueux ;

Considérant que la performance du dispositif diminue dans le temps et que des paramètres de fonctionnement sont à suivre pour évaluer la performance du dispositif ;

Considérant qu'il y a lieu que l'exploitant définisse les paramètres de suivi permettant de garantir l'efficacité du dispositif, mette en place un suivi et enregistre les résultats ;

Considérant qu'en l'état actuel, le dispositif de surveillance mis en place par l'exploitant ne permet pas de suivre efficacement le traitement des PFAS ;

Considérant que l'utilisation de protocoles d'échantillonnage hétérogènes — à savoir des prélèvements moyens mensuels sur l'unité de traitement face à des prélèvements instantanés (24h) au milieu naturel — induit un biais méthodologique majeur rendant les données de performance non comparables et l'interprétation des flux rejetés incertaine ;

Considérant que des PFAS ont été quantifiés dans les rejets d'eaux industrielles en aval de l'unité de filtration de l'exploitant en octobre 2025 ;

Considérant que l'arrêté du 20 juin 2023 susvisé précise les substances per – et polyfluoroalkylées dont la recherche est pertinente dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement et les modalités d'analyse ;

Considérant qu'au vu de ces éléments, des prescriptions complémentaires sont nécessaires afin d'encadrer l'unité de filtration des PFAS mise en œuvre pour assurer son efficacité ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;

ARRÊTE

Article 1 – Identification de l'exploitant

La société CEDILOR, dont le siège social est situé rue du bois de Coulange, 57360 Amnéville, est tenue de respecter pour l'exploitation de ses installations sur le territoire de la commune d'AMNEVILLE (Malancourt la Montagne, 57 360), les dispositions des articles suivants.

Article 2 – Traitement des PFAS dans les rejets aqueux

Les eaux industrielles issues des installations font l'objet d'un traitement par un dispositif de traitement adapté visant à capter les PFAS avant rejet dans le milieu naturel.

Article 3 – Maintien de la performance du dispositif

3.1 L'exploitant détermine les paramètres à suivre pour garantir le maintien de l'efficacité du dispositif de traitement, leurs modalités de suivi et les critères de performance requis (type de contrôle, fréquence de surveillance, le cas échéant fréquence de remplacement des dispositifs). Ces éléments sont formalisés dans une procédure dans un délai de deux semaines à compter de la notification du présent arrêté. La procédure est tenue à la disposition de l'Inspection des installations classées.

3.2 L'exploitant assure le suivi des paramètres définis en application du 1. du présent article. Les résultats des suivis sont consignés dans un registre tenu à la disposition de l'inspection.

Article 4 – Surveillance des PFAS avant rejet des effluents dans le milieu naturel

4.1 Une surveillance des PFAS est réalisée avant rejet dans le milieu naturel au niveau de différents points de prélèvement :

- en entrée de l'unité physico-chimique organique (PCO) avant traitement de filtration (1) ;
- en sortie de l'unité physico-chimique organique (PCO) après traitement de filtration (2) ;
- au niveau du rejet final (3).

L'analyse porte sur l'ensemble des substances mentionnées en annexe I du présent arrêté.

Si une différence est observée entre les résultats aux points de prélèvement (1) et (3) telle que :

- l'apparition d'une nouvelle molécule au point (3) non présente au point (2)
- ou une concentration au point (3) supérieure de plus de 20 % à celle du point (2)

une surveillance complémentaire en sortie de l'unité physico-chimique minérale (PCM) est réalisée ainsi que sur tout point pouvant avoir un impact sur le rejet final.

4.2 La surveillance est réalisée à fréquence trimestrielle pour une durée d'un an, afin de caractériser de manière représentative les concentrations observées et d'évaluer le fonctionnement du dispositif de traitement. A l'issue de cette phase de caractérisation, et sur la base des résultats obtenus ainsi que des performances observées du dispositif de traitement, la fréquence de surveillance pourra être réévaluée.

4.3 Les prélèvements et les analyses sont réalisés conformément à l'avis en vigueur sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement. Pour les points de prélèvement (1) et (2), les prélèvements peuvent être effectués par l'exploitant. Ce dernier établit une procédure d'échantillonnage détaillée (matériel de prélèvement, type de flaconnage, méthode de conservation, etc..) et traçable jusqu'à la remise au laboratoire.

Pour le point de prélèvement (3), les prélèvements sont effectués par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'accréditation pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation.

Les analyses des substances mentionnées au 1^o, 2^o et au 3^o de l'annexe 1, sont effectuées par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'accréditation pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation.

Le précédent alinéa n'est pas applicable pour les analyses des substances mentionnées au 3^o et au 4^o de l'annexe I. Les prélèvements sont réalisés dans des conditions représentatives de l'activité normale de l'installation. Les prélèvements sont effectués au(x) point(s) de rejet aqueux avant toute dilution avec d'autres effluents.

Les prélèvements sont réalisés pour les substances énumérées en annexe I à partir d'un échantillonnage réalisé sur une durée de 24 heures. Dans le cas où il est impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels, si la nature des rejets le justifie, sont réalisés. L'exploitant justifie alors cette impossibilité.

Pour l'utilisation de la méthode indiciaire (AOF) mentionnée au 1° de l'annexe I, une limite de quantification de 2 µg/L est respectée. Pour chacune des substances PFAS mentionnées au 2°, 3° et au 4° de l'annexe I, une limite de quantification de 100 ng/L est respectée. Si l'atteinte de la limite de quantification, au niveau des points de surveillances internes, est impossible le laboratoire applique les meilleures techniques disponibles et rapporte dans son compte-rendu d'analyse la limite de quantification réellement atteinte pour chaque échantillon. Si une substance PFAS n'est pas quantifiée ou quantifiée à une concentration inférieure à 100 ng/L, la mention « non quantifiée » est précisée.

4.4 La première campagne de mesure est réalisée dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté.

4.5 Les résultats des campagnes réalisées sur le point de prélèvement (3) sont transmis à l'inspection des installations classées par le biais de l'application GIDAF dans un délai de 1 mois à l'issue de la réception du rapport de mesures. Les résultats des campagnes réalisées sur les points de prélèvement (1) et (2) sont transmis à l'inspection des installations classées par transmission directe dans un délai de 1 mois à l'issue de la réception du rapport de mesures.

Article 5 – Identification des déchets entrants susceptibles de contenir des PFAS

Dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant met en place une organisation visant à identifier les déchets entrants susceptibles de contenir des PFAS en quantités notables et à s'assurer que leur traitement dans les installations est compatible avec le dimensionnement du dispositif de traitement mentionné à l'article 2 du présent arrêté dont l'objectif est de prévenir les rejets de PFAS dans le milieu naturel.

Article 6 – Gestion des déchets

L'exploitant s'assure que les déchets associés au dispositif de traitement mentionné à l'article 2 du présent arrêté sont évacués dans des filières adaptées. Les justificatifs sont conservés par l'exploitant et tenus à la disposition de l'Inspection.

Article 7 – Information des tiers

1° Une copie du présent arrêté est déposée en mairie d'Amnéville et peut y être consultée ;

2° Un extrait de cet arrêté est affiché en mairie d'Amnéville pendant une durée minimum d'un mois ; le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;

3° L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État en Moselle pendant une durée minimale de quatre mois : publications – publicité légale installations classées et hors installations classées – arrondissement de Metz.

Article 8 – Délais et voies de recours

En application de l'article R.181-50 et R.181-51 du code de l'environnement :

Les décisions mentionnées aux articles L.181-12 à L.181-15-1 peuvent être déférées à la juridiction administrative :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R 181-44 ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Pour les décisions mentionnées à l'article R.181-51, l'affichage et la publication mentionnent l'obligation de notifier tout recours administratif ou contentieux à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux.

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg dans les délais susmentionnés.


Les particuliers et les personnes morales de droit privé non chargées de la gestion d'un service public peuvent déposer leur recours par voie dématérialisée via l'application Télérecours citoyens depuis le site <http://www.telerecours.fr/>.

Article 9 – Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de la Moselle, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Grand Est chargé de l'inspection des installations classées, le maire d'Amnéville, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la société CEDILOR.

À Metz, le 23 AVR. 2026

Pour le préfet,
Le secrétaire général par suppléance,

A blue ink signature, appearing to be 'Philippe Deschamps', is written over a large, loopy blue oval stamp. The signature is fluid and cursive.

Philippe Deschamps

ANNEXE I

Liste des paramètres à rechercher dans le cadre des analyses prévues à l'article 4 du présent arrêté

1° Estimation de la quantité totale de substances PFAS présente, en équivalent fluorure, par l'utilisation de la méthode indiciaire par adsorption du fluor organique (AOF) ;

2° Analyse de chacune des substances suivantes :

Nom	Abréviation	N° CAS	Code Sandre
Acide perfluorobutanoïque	PFBA	375-22-4	5980
Acide perfluoropentanoïque	PFPeA	2706-90-3	5979
Acide perfluorohexanoïque	PFHxA	307-24-4	5978
Acide perfluoroheptanoïque	PFHpA	375-85-9	5977
Acide perfluorooctanoïque	PFOA	335-67-1	5347
Acide perfluorononanoïque	PFNA	375-95-1	6508
Acide perfluorodécanoïque	PFDA	335-76-2	6509
Acide perfluoroundécanoïque	PFUnDA ; PFUnA	2058-94-8	6510
Acide perfluorododécanoïque	PFDoDA ; PFDoA	307-55-1	6507
Acide perfluorotridécanoïque	PFTrDA ; PFTrA	72629-94-8	6549
Acide perfluorobutanesulfonique	PFBS	375-73-5	6025
Acide perfluoropentanesulfonique	PFPeS	2706-91-4	8738
Acide perfluorohexane sulfonique	PFHxS	355-46-4	6830
Acide perfluoroheptane sulfonique	PFHpS	375-92-8	6542
Acide perfluorooctane sulfonique	PFOS	1763-23-1	6560

Acide perfluorononane sulfonique	PFNS	68259-12-1	8739
Acide perfluorodécane sulfonique	PFDS	335-77-3	6550
Acide perfluoroundécane sulfonique	PFUnDS	749786-16-1	8740
Acide perfluorododécane sulfonique	PFD _o DS	79780-39-5	8741
Acide perfluorotridécane sulfonique	PFT _r DS	791563-89-8	8742

3° Acide trifluoroacétique (Code Sandre : 8858).

4° Toute autre substance PFAS susceptible d'être présente dans les déchets traités, techniquement quantifiable selon les dispositions prévues à l'article 4 du présent arrêté, non comprise dans la liste du 2° et susceptible d'être ou d'avoir été présente dans les rejets aqueux de l'établissement.

Vu pour être annexé à l'arrêté n°2026-DCAT-BEPE-166
du 23 AVR. 2026

Pour le préfet,
le secrétaire général par suppléance,


Philippe Deschamps